

# I'Humanité *rouge*



*Proletaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

<b>1,50F</b>	Adresse : B.P. 293 75866 Paris Cedex 18 C.C.P. 30 226 72 - La Source	QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE	N° 359 vendredi 31 octobre 1975
--------------	--	---	------------------------------------

## LA JUSTICE BOURGEOISE EN ACCUSATION

Une fois n'est pas coutume mais il nous faut mentionner les résultats d'un sondage effectué récemment par la SDFRES. Selon ce sondage en effet, 61 % des Français estiment que la justice favorise les privilégiés, tandis que 25 % seulement pensent que, comme le dit Lecanuet, elle est « impartiale ». Ceci témoigne de l'ampleur de la prise de conscience du rôle qui est celui de la justice bourgeoise et de la profondeur de sa remise en cause.

Il est vrai que ces derniers temps de nombreuses affaires ont mis à jour son vrai visage. Les pressions exercées sur le juge De Charette et les menaces dont il a été l'objet de la part du ministère de la Justice ont montré qu'elle protégeait ces assassins que sont les patrons qui obligent les ouvriers à travailler en risquant leur vie. L'inculpation du juge Pascal, qui a mis en évidence la responsabilité de la direction des Houillères dans la mort de 40 mineurs, a apporté la même démonstration.

Ces affaires ont montré ce qu'il en était de la prétendue « indépendance » des juges. Quand un juge ne joue plus le jeu on engage contre lui une campagne de presse, on le menace, on le sanctionne.

Citons encore, plus récemment, l'affaire Touvier, ce tueur nazi que la justice bourgeoise a décidé de laisser libre, déclarant irrecevables les plaintes déposées par les familles de ses victimes.

Et tandis que des escrocs de l'immobilier sont condamnés à des peines dérisoires, les travailleurs qui font des chèques sans provision sont jetés en prison.

Alors qu'un patron mis en détention provisoire, pour être responsable de la mort d'un ouvrier, est présenté comme un martyr et est relâché aussitôt, ce sont en permanence plus de 10 000 personnes appartenant au peuple qui croupissent en prison durant des mois ou des années avant d'être jugés. Comme le jeune Jean-Pierre, emprisonné durant deux ans avant d'être reconnu innocent.

Chaque jour apporte la preuve que « la justice égale pour tous » n'est que mensonge. Mais au-delà de la justice bourgeoise c'est le capitalisme et le pouvoir de la bourgeoisie qui doivent être accusés et combattus. Ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique sont ceux qui contrôlent la justice. Elle est faite pour préserver leurs intérêts.

Croire que la justice peut être réformée pour devenir « égale pour tous », sans que la bourgeoisie ait été renversée, c'est se bercer de douces illusions. Il n'y a que deux justices : celle de la bourgeoisie qui s'exerce contre le peuple ; celle du peuple qui s'exerce contre les exploités. Cette justice est celle de la société socialiste. C'est pour cette société et cette justice là qu'il faut combattre.

## Conférence de presse du FRAP à Paris :

# L'AVENIR APPARTIENT AUX PEUPLES D'ESPAGNE

Le Front révolutionnaire antifasciste et patriote (FRAP) tenait hier après-midi une conférence de presse précisant ses positions sur l'orientation des luttes des peuples d'Espagne, après la disparition de leur bourreau, le fasciste Franco. Nous reproduisons ci-dessous l'essentiel de cette très importante déclaration :

(...) Même si les observateurs superficiels ne savent pas le voir, le peuple espagnol ressent une grande joie devant la mort du dictateur Franco, du plus grand responsable du million de mort et de 40 années de prison et de pelotons d'exécution. (...) S'il est vrai que la mort de Franco est un motif de joie pour tous les peuples d'Europe et du monde comment ne la serait-elle pas pour les peuples d'Espagne, pour un peuple qui a souffert dans sa chair les crimes de ce monstre fasciste ?

Non, les peuples d'Espagne ne sont pas indifférents. Le peuple espagnol est rempli de joie et enrage de ne pas pouvoir l'exprimer comme il le voudrait.

Le problème le plus immédiat qui se pose aux castes de l'oligarchie au pouvoir est de savoir comment continuer à usurper le pouvoir après la mort de Franco.

L'ensemble de l'oligarchie fasciste est conditionné par une marge de manœuvre très limitée étant donné le contexte politique et étant donné que les masses populaires commencent à prendre conscience que — comme le FRAP l'a montré — il n'y a qu'une issue pour les peuples d'Espagne : la lutte révolutionnaire. (...)

Pour l'ensemble des castes réactionnaires, il s'agit avant tout d'éviter un soulèvement populaire, d'éviter l'intervention décisive de notre peuple dans la lutte politique.

(Suite page 8)

## Sommaire

<b>RAPPORTS CGT-CFDT : Le dernier Conseil national de la CFDT .....</b>	<b>p. 2</b>
<b>ENQUETE : Le P«C»F : Une affaire qui marche .....</b>	<b>p. 4</b>
<b>ESPAGNE : L'Espagne après Franco .....</b>	<b>p. 5</b>
<b>ÉCONOMIE : Renforcement du contrôle monopoliste sur l'agriculture .....</b>	<b>p. 6</b>
<b>BEN BARKA : Il y a dix ans... ..</b>	<b>p. 8</b>



## Assurances du Groupe de Paris

### Entretien avec des grévistes du siège

A la fin de la semaine dernière, nous recevions une lettre du personnel en grève des Assurances du groupe de Paris - AGP-La Paternelle (voir HR du 25 octobre). Mardi nous sommes allés voir les grévistes au siège - rue de Chateaudun, Paris-9e. Nous nous sommes longuement entretenus avec plusieurs d'entre eux.

- Comment la grève a-t-elle démarré ?

On s'est mis en grève le 10 octobre, à 15 heures, pour être précis. Mais cela faisait une bonne semaine qu'on se préparait à la lutte. A la demande des employés, les délégués CGT et CFDT étaient allés une première fois voir la direction pour lui remettre les revendications des dactylos. Les patrons avaient refusé de les recevoir. Les dactylos ont alors décidé d'y aller elles-mêmes et toutes ensemble. A nouveau la direction a refusé de les entendre. Alors, les filles ont décidé de se mettre immédiatement en grève.

Ici il y a deux pools dactylos. En tout, cela représente à peu près 130 employées. C'est le pool YC qui a démarré le premier, spontanément 90 % des dactylos y ont arrêté le travail. Le pool YD lui a emboîté le pas peu après, avec 30 % des employées...

- Quelles sont les conditions de travail ?

Alors ça ! Chez les dactylos, les conditions de travail sont particulièrement déplorables. D'abord la nature du travail elle-même. Ici les dactylos travaillent au rendement. Ce n'est pas seulement une formule pour dire qu'il faut qu'elles aillent vite ; elles doivent effectivement taper un certain nombre de lettres par jour sinon on leur enlève la prime de rendement. Au pool YC le rendement est calculé à la lettre : une lettre fait 15 lignes. La moyenne journalière est de 32 lettres, mais il faut atteindre 40 pour toucher la prime, ce qui varie entre 20 et 40 F. Au pool YD, ce sont des dossiers, il faut en faire entre 130 et 150 par jour pour toucher 45 F de prime dans le mois. Pour le contrôle, les chefs obligent chaque dactylo à remplir chaque jour une fiche où elle indique sa production...

Elles travaillent en urgence toute la journée. On leur envoie des urgences à tout moment, même en fin d'après-midi. Tout devient urgent même ce qui ne l'est pas. Tiens, un autre exemple : beaucoup de dactylos travaillent en audio, c'est-à-dire qu'elles tapent ce que leur dicte un disque. Déjà, première anomalie, c'est souvent mal enregistré, donc mal dicté. Mais en plus, il y a des filles qui travaillent de cette façon les 3/4 de la journée, quand ce n'est pas la journée toute entière, malgré la loi qui interdit de travailler en audio 8 heures par jour. La loi, la direction s'en moque...

On a parfois du mal à se rendre compte combien ce travail est fatigant. Le soir, les filles sont littéralement épuisées, et tout ça pour ne gagner que 1 400 à 1 500 F par mois.

Il y a la fatigue visuelle, mais aussi des otites, etc. J'ajoute que ce n'est pas rare de voir les dactylos faire des crises de nerfs, et même des dépressions nerveuses.

Donc, c'est un travail dur. Mais ce qui fait que les filles se révoltent vraiment, c'est que, en plus, elles sont soumises à une véritable dictature. Leurs chefs ce sont des garde-chiourmes, des tyrans. On leur interdit de fumer, de parler, de sortir de leur service sans leur blouse. Quand elles vont aux toilettes elles sont minutées. Pour 24 heures d'absence elles doivent amener un certificat médical, etc. De plus, les chefs les traitent vraiment comme des « moins que rien ». Certains n'hésitent pas à leur faire réciter des règles de grammaire quand il y a une faute d'accord ou un pluriel oublié. Quand une « personnalité » extérieure au service vient voir un chef, c'est la catastrophe. C'est arrivé souvent qu'on entendait des chefs dire : « Comment voulez-vous que je puisse travailler avec des imbéciles pareilles ? », en parlant des dactylos ! Bref, leur attitude c'est d'écraser les employés... tout en rampant devant les supérieurs. Seulement ça ne va qu'un temps. Là, les filles ont explosé.

(A suivre.)

## RAPPORTS CGT-CFDT (suite) LE DERNIER CONSEIL NATIONAL C.F.D.T. (22-25/10)

Le problème de l'unité d'action a été le centre des discussions de cette instance consultative de la CFDT. Certes le statut et les méthodes de travail de celle-ci font en sorte que, comme de coutume, les débats restent limités à une succession d'interventions souvent peu liées. Mais cette fois-ci, deux préoccupations les marquaient : les derniers « incidents » entre les deux confédérations, et la préparation du Congrès confédéral CFDT de 1976.

Le 21 octobre, d'ailleurs, le Bureau national CFDT avait provoqué une rencontre avec la CGT à la suite de la déclaration CGT sur les retraites (cf. lettre de Maire à Séguy - HR No. 354) et de l'annonce par la CGT de meetings à trois : UGTA, CGT, CFDT, sur l'immigration sans consultation de la CFDT. Il semble bien que cette réunion ait été orageuse et que la délégation CGT, conduite par Séguy et Krasucki, a tenté, tout en reconnaissant des « loupés », de faire dévier sur l'« irresponsabilité politique » des cédétistes.

Au Conseil national, le rapport présenté par Lesire-Ogrel le dit sans ambages : « L'Union de la

gauche est en crise » et cette crise révèle des divergences de fond « au niveau des analyses, des perspectives et des solutions à apporter ». « Pour la CFDT, qui ne prétend pas se substituer aux partis politiques, une véritable alternative de gauche doit répondre aux revendications et aux aspirations des travailleurs et être élaborée en étroite liaison avec eux. » « Il ne saurait être question que la gauche parvenue au pouvoir gère la crise pour le compte du capitalisme. »

Ce qui est essentiel, c'est que, un an après l'opération des « As-

sises pour le socialisme », le Bureau national de la CFDT soit acculé à faire un bilan réaliste, qui tienne compte des véritables questions que se posent les travailleurs à la base, en termes de lutte de classes. C'est là que se dessine l'enjeu du Congrès confédéral de 1976. Marquant leur distance par rapport au Programme commun, reconnu comme « n'étant plus crédible », les militants cédétistes sont poussés à se poser des questions que leur dernier Conseil n'a pas encore abordées quant au fond : quel programme revendicatif, de

rupture ? quelle pratique démocratique, non seulement dans l'organisation syndicale, mais dans l'ensemble des travailleurs ? Une unité d'action fondée sur quels principes, sur quelle base ? Quelle signification donner aux accords au sommet ?

Et à travers ces questions, un problème plus grave, par rapport auquel on peut comprendre l'attitude prudente de l'« appareil » : la CFDT est-elle dotée des structures capables d'y répondre, de donner des réponses d'ensemble, d'assumer les conditions d'une véritable lutte classe contre classe ?... Nous y reviendrons.

Que la CFDT, par des faits concrets, montre que les dirigeants CGT veulent imposer leur ligne politique, Séguy prend la mouche. Il parle d'attaque « à partir de griefs sans fondement ».

Une chose est certaine, et nous invitons tous les militants CGT à y réfléchir, ce n'est pas sans fondement que samedi et dimanche à Besançon, la plupart des militants CFDT (et CGT) présents ont dénoncé l'autoritarisme des dirigeants CGT, leur violation systématique de la démocratie, et le fait qu'ils ne conçoivent l'unité d'action que sous la tutelle CGT-P-C-F.

#### A nos correspondants :

A tous les camarades et amis qui nous envoient des articles, nous demandons que d'une manière générale ils soient courts, notamment en ce qui concerne les compte-rendus de luttes.

Sauf pour les enquêtes, reportages, documents, articles de fond, il est nécessaire qu'ils ne dépassent pas une page. Sinon nous sommes obligés de les couper, et cela peut entraîner des erreurs de notre part du fait que nous ne

#### DES ARTICLES COURTS

connaissions pas obligatoirement la situation concrète sur place.

D'autre part, des articles « flashes » seraient utiles pour accorder plus de place aux « échos de lutte », qu'il est parfois difficile de résumer à partir d'articles détaillés. A ce sujet, un plan des luttes dans une région, ou un trust, ou une branche professionnelle, est utile pour avoir une meilleure vue d'ensemble de la situation.



## A l'usine Raymond Boutons de Grenoble

### NON AUX DIMINUTIONS DE SALAIRE

Le patron de l'usine Raymond Boutons (Fabrique de petites pièces métalliques qui emploie 580 travailleurs) décide en juillet (cf. HR No. 313 du 24 juillet 1975) de réduire les horaires de 43 h 25 à 40 heures avec perte de salaire dès le mois de septembre.

Cette mesure arbitraire a provoqué dès juillet un très grand mécontentement chez tous les travailleurs qui voyaient ainsi leur salaire rogné de 10 % pour les hommes et 5 % pour les femmes (qui

travaillent habituellement 41 h 30), surtout que l'usine est déjà parmi les plus mal payées dans Grenoble.

Le syndicat CGT (il n'y a pas de CFDT) explique alors qu'on ne peut rien faire avant les congés car les gens ont besoin d'argent pour partir en vacances et qu'il faut attendre septembre pour engager une grande lutte.

En septembre, la seule perspective proposée par la CGT c'est celle de la journée nationale du 23 septembre, et d'attendre la paye de fin de mois.

Pendant ce temps, les marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge ont développé clairement un ferme travail d'explication politique, d'agitation et de propagande : pourquoi il fallait engager l'action et comment, mettant l'accent sur la nécessité de la lutte dure et de la démocratie pour mobiliser les travailleurs.

De son côté le Parti communiste marxiste-léniniste de France appelait tous les travailleurs, dans un bulletin de la cellule Raymond du PCMLF, à engager, sans attendre, l'action résolue classe contre classe et combattait les illusions de la journée du 23 septembre.

Le lendemain de la paye (le 1er octobre), alors que la CGT n'avait toujours rien «prévu», l'Humanité Rouge distribuait un tract à la porte : «La paye, ça ne va pas : nous voulons 40 heures payées 43 h 25», qui appelait à agir tout de suite et recevait un accueil chaleureux de tous les ateliers : «Attendre encore, c'est saboter la lutte et trahir les travailleurs», disait ce tract.

De son côté le PCMLF lançait le mot d'ordre de «grève totale immédiate» pouvant déboucher sur l'occupation en cas de refus du patron.

Sous la pression des travailleurs, un débrayage est enfin organisé le jeudi 2 octobre et rassemble 300 personnes, ce qui ne s'était pas vu depuis quelques années. Mais 3 ou 4 délégués CGT monopolisent la parole et avec démagogie expliquent que seuls des débrayages de 1/4 d'heure par jour peuvent faire céder Raymond en désorganisant la production et sans nous faire perdre d'argent.

Ils envoient une lettre au patron «dernier avertissement avant l'action» (!), qui est faite avec la CFTC et FO qui ne représentent qu'une poignée de gens dans l'usine... et d'attendre la réponse du patron.

A partir du mardi 7, de courts débrayages ont lieu, qui regroupent un grand nombre de travailleurs unis sur le mot d'ordre : «10 heures payées 43 h 25» et «paiement des heures perdues depuis le 1er septembre». Plusieurs chefs d'atelier sont bloqués par les ouvriers qui leur demandent des comptes. Mais déjà pendant ce temps, des discussions sans contrôle ont lieu entre certains délégués et la direction.

Le patron, après 2 débrayages, propose de ramener l'horaire à 41 h 40 payées 43 h 25 à partir du 1er octobre et de donner une journée de pont à Noël pour «compenser» la perte de septembre. Aussitôt certains délégués du syndicat expliquent qu'on ne peut guère aller plus loin et appellent à la reprise du travail. Or, jamais sur l'usine les conditions n'ont été aussi bonnes pour faire reculer le patron : les grévistes sont en grand nombre, le patron a déjà reculé et veut qu'on reprenne au plus vite le travail car il y a un début de reprise des commandes.

C'est le moment d'exiger et d'imposer les 40 heures immédiates car c'est un moyen

de déjouer le piège que le patronat est en train de mettre en place avec ses 2 000 heures par an (cf. HR No. 318)

Dans le syndicat, c'est l'hésitation. Nombreux sont ceux qui ont conscience de la manœuvre du patron et hésitent à suivre les délégués du laboratoire sur la voie de la collaboration et de l'entente avec le patron. Dans les ateliers, certains militants du P«C»F se retrouvent aux côtés des militants de l'Humanité Rouge pour dénoncer cette trahison de la lutte et des intérêts de la classe ouvrière. Et le vendredi 10, la majorité des grévistes (par 25 voix de majorité) vote à bulletins secrets «Non aux propositions du patron et oui à la continuation de la lutte»...

Pourtant, contre toute attente, le lundi matin 13 octobre, sur l'intervention personnelle de Lamy «ponte» de l'UD CGT et du P«C»F, qui vient à l'usine pour «sauver la CGT», la réunion des délégués décide de signer avec le patron et d'appeler à la reprise, contrairement donc à ce qu'a décidé la majorité des travailleurs.

Dans les ateliers, c'est la colère et l'indignation. On parle de «trahison» et de «coups de poignard dans le dos». Certains (7 ou 8) veulent déchirer leur carte de la CGT. Beaucoup exigent une réunion de syndiqués pour demander des comptes.

### IL S'AGIT BIEN D'UNE LIGNE POLITIQUE

Quant à nous, marxistes-léninistes, nous disons que certains délégués se sont plus engagés dans la voie de la collaboration de classe que d'autres, mais que les responsables de cette trahison, ce ne sont pas seulement quelques individus. Il ne s'agit pas d'un problème de personnes mais de la ligne politique révisionniste des Ségué-Marchais qui est appliquée dans le syndicat CGT :

— quand on n'organise que des journées d'«action» nationale pour aller négocier

avec le patronat, et qu'on freine tout mouvement de masse dans les usines.

— quand on refuse que se tiennent des réunions de syndiqués pour discuter des formes de lutte.

— quand, au mépris de la démocratie syndicale d'une part, et de la majorité exprimée dans le vote d'autre part, on appelle un ponte de l'UD CGT pour arrêter la lutte, etc.

### EN CONCLUSION

1) Cette trahison est d'autant mieux comprise que les marxistes-léninistes ont expliqué publiquement leurs positions de lutte classe contre classe, en faisant confiance aux travailleurs, et ont osé dénoncer toutes les manœuvres de collaboration de classe.

2) Nous avons toujours veillé à dénoncer la ligne politique bourgeoise du P«C»F, dominante dans la CGT, sans jamais la confondre avec tous les militants de ce parti dans l'entreprise. D'ailleurs nous avons vu dans la lutte des camarades de base du P«C»F défendre de justes positions à nos côtés !

A ces camarades nous disons simplement, réfléchissez bien à la ligne politique de votre parti, à ce qui s'est passé à Raymond, à ce qui s'est passé à Grandin, à Lip, à ce qu'a fait Lamy dans notre entreprise et qui il a soutenu ? Vous verrez alors qui lutte contre le capitalisme et qui le défend !

La lutte de Raymond Boutons a montré la justesse de l'analyse du PCMLF : «Le révisionnisme est l'obstacle principal à la lutte des masses, à la révolution prolétarienne.»

Travailleurs, rejoignez le Parti communiste marxiste-léniniste, le seul parti qui défend réellement et sans faille, les intérêts de la classe ouvrière, le seul parti communiste aujourd'hui.

Les communistes de l'Humanité Rouge de Raymond Boutons.

## Centre de Recherches de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble

### EN LUTTE CONTRE UNE DIRECTION DE «GAUCHE»

Depuis plus d'un an le personnel du CERAT (Centre de recherches de l'Institut d'études politiques de Grenoble) mène une lutte déterminée contre les manœuvres d'une direction qui essaye d'imposer des mesures dirigées directement contre les salariés :

— Mise au chômage partiel des administratifs et techniciens, au mépris même de la légalité bourgeoise.

— Changement autoritaire et unilatéral du contrat de travail existant depuis 1970, pour tout le personnel.

— D'une façon plus générale : remise en cause systématique des avantages acquis.

— Inadmissibles pressions pour inciter le personnel contractuel à quitter le centre.

Tous ces procédés, dignes de n'importe quel patron de choc, révèlent clairement la nature de ce que serait une France dirigée par le Programme

commun, puisque le directeur du centre est un membre de l'Union de la gauche. Un exemple qui n'est pas un cas isolé...

Toujours est-il que face aux travailleurs le directeur du CERAT a dû reculer. On l'a vu contraint d'aller s'expliquer devant un tribunal de Prud'hommes, de commencer à lâcher sur les revendications qui motivent la lutte des travailleurs, dont le maintien des avantages acquis. Ce n'est que par la lutte que le personnel du CERAT a pu obtenir cela, de même que ce n'est que par la lutte qu'il arrachera la victoire. Cela bien évidemment contre la volonté des révisionnistes et des trotskystes, qui ont fait l'impossible pour saboter les initiatives des travailleurs, qui ont continuellement dénigré l'action de la section SGEN-CFDT parce qu'elle était fermement déterminée à obtenir satisfaction sur les justes revendications du personnel.

Correspondant HR

## Le P«C»F : une affaire qui marche ! (2)

Dans notre édition d'hier, nous avons commencé la publication d'une petite brochure réalisée par des ouvriers marxistes-léninistes d'Alsthom-Savoisienne à Saint-Ouen.

Deux points y étaient abordés : L'aristocratie ouvrière et «le P«C»F : un trust à succursales multiples !»

Sa publication intégrale s'étalera sur quatre numéros.

### LES COMITES D'ENTREPRISE

Un des moyens que la bourgeoisie utilise pour intégrer les «responsables ouvriers», pour les «intéresser» au système capitaliste, c'est le Comité d'entreprise (ou Comité d'établissement).

Créé après la deuxième guerre mondiale par De Gaulle, son objectif était, dès le départ, d'amener la classe ouvrière à coopérer avec la bourgeoisie. Mais peut-on marier l'eau et le feu ? C'est impossible !

En fait, les CE ont surtout été un moyen pour transformer nombre de dirigeants syndicaux, influencés en particulier par le P«C»F, en de véritables petits patrons.

Car les CE ne sont pas simplement un organisme de plus de concertation-bidon. Ce qu'il y a de particulier au CE, c'est que le patron est tenu de lui fournir une subvention. Il y est tenu par la loi. Et d'où vient cette subvention ?

De l'exploitation de la classe ouvrière par les capitalistes. C'est de l'argent extorqué aux ouvriers !

A l'heure actuelle, de nombreux CE gèrent des cantines, des domaines touristiques, possèdent de grandes propriétés, etc. Certains disposent de fortunes colossales.

Les capitalistes ont ainsi amené des dirigeants syndicaux à devenir des directeurs d'entreprise, des gestionnaires patronaux, — plus de mille employés pour la CCAS (CE de l'EDF), six cent employés au CE de Renault Billancourt, des budgets de plusieurs milliards d'anciens francs par ci, des coopératives, des centres de vacances qui se multiplient, etc.

Pour y voir de plus près, nous utiliserons les résultats d'une enquête que la CGT a publiée récemment sur les CE. Cette enquête n'a pas touché tous les CE, c'est-à-dire que les résultats indiqués ne sont que partiels. Mais les chiffres sont déjà énormes.

### Les C.E. : une puissance économique considérable !

Dans le secteur d'État (fonctionnaires, EDF, GDF, PTT, Houillères, CEA, etc.).

Il n'existe pas de Comité d'entreprise, mais des organismes équivalents. CMP à l'EDF, CAP aux PTT, etc. Le nom change, mais «chaque fois, c'est la même chose».

L'enquête de la CGT indique que les crédits donnés par l'État à ces organismes étaient d'environ 80 milliards d'anciens francs en 1973. En fait, ce chiffre est en-dessous de la réalité, puisque l'enquête a porté seulement sur les 3/4 du secteur public.

Dans le secteur privé : les entreprises touchées par l'enquête représentent seulement 1 million de salariés. Le total des subventions que touchent les CE dans ces seules entreprises était de 52 milliards d'anciens francs en 1973, soit 515 F par salarié et par an, en moyenne. Et ce chiffre augmente tous les ans plus vite que la hausse des prix (en 1961 c'était 188 F par salarié et par an).

Mais, en fait, le chiffre d'affaire des CE est beaucoup plus fort que ça. Car, comme le dit le secrétaire de la CGT, Mascarello :

«Si l'on tient compte des mouvements de fonds réalisés par les CE pour leurs fonctionnements, leurs investissements, les achats de matériel, la participation financière des travailleurs à certaines activités (par exemple le prix payé pour les repas, près de 40 millions de repas dans l'année recensée dans l'enquête), ce sont plusieurs centaines de millions d'anciens francs qui sont sur le marché.»

Voilà une puissance économique non négligeable !

On comprend mieux pourquoi les révisionnistes s'accrochent tellement aux CE ! La bourgeoisie révisionniste s'engraisse avec de l'argent qui provient de l'exploitation de la classe ouvrière.

C'est... le fromage !!!

Et le chiffre que notre secrétaire-manager avance est lui-même en dessous de la réalité puisqu'il ajoute plus loin :

«En réalité, chaque année ce sont des centaines de millions de repas qui sont servis dans les cantines et restaurants d'entreprises.»

En somme, pour LES SEULS RESTAURANTS D'ENTREPRISES, le chiffre d'affaires est de plusieurs milliards d'anciens francs. C'est le plus grand «restaurant de France», un restaurant de 1 million de place !

Mais, cette chaîne de restaurants ce n'est pas UN BOURGEOIS qui la possède. C'est l'appareil bureaucratique révisionniste (P«C»F plus organismes dominés : CGT, Tourisme et travail, etc) qui est le propriétaire et gestionnaire.

C'est pourquoi, on parle de la bourgeoisie bureaucratique révisionniste.

De même que les entreprises nationalisées ou publiques (Renault, Snecma, SNCF, PTT, charbonnages, ORTF, etc) n'appartiennent pas en particulier à un ou à des capitalistes. Elles appartiennent à l'État bourgeois.

Certains travailleurs, abusés par la démagogie révisionniste, s'imaginent que les révisionnistes se dévouent pour gérer tous ces biens, que c'est dans l'intérêt des travailleurs, etc. Qu'en est-il ?

### A l'Alsthom

Le self.

En 1974, plus de 20 millions d'anciens francs de bénéfices ont été dégagés du self. Comment ?

— en diminuant le personnel de la cantine, alors même que le nombre de repas servis augmentait

En somme, comme tout «bon capitaliste» ils augmentent leurs bénéfices sur le dos des travailleurs de la cantine !

— Mais en plus, ils font payer les repas extérieurs plus chers que le prix de revient : d'où bénéfices sur le dos des travailleurs des signaux, CGEE\*.

— Ils réduisent la subvention due à la cantine, de sorte à la mettre en déficit, pour «justifier»

l'augmentation des prix des repas pour les travailleurs de La Savoisienne, après les élections au CE de 1975.

— Par contre, la société de gérance du self, la SGRE, a vu ses prestations augmenter de plus de 75 %. Les marchands de soupe s'engraissent avec le soutien et la bénédiction du P«C»F !

Voilà le bilan réel de la gestion du self ! PLUS pour les capitalistes et MOINS pour les travailleurs !

### Tourisme et travail... ...et profits !

Revenons aux 20 millions de bénéfices réalisés au self. Où sont-ils passés ?

Ces bénéfices ont servi à «acheter» des places de vacances à... «Tourisme et travail». En 1974, pour le seul CE de l'Alsthom Savoisiennaise, c'est au total 43 millions d'anciens francs qui sont partis vers «Tourisme et travail», organisme ENTièrement sous le contrôle de cette nouvelle bourgeoisie bureaucratique qui tient le P«C»F.

Comme on le voit, l'argent n'est pas perdu pour tout le monde !

Il sert à augmenter l'expansion économique de la bourgeoisie révisionniste. Car, il faut voir que l'appétit de cette bourgeoisie révisionniste est vorace : les parvenus sont particulièrement gourmands.

L'argent du CE de La Savoisiennaise sert pour plus de 20 % en 74 à financer «Tourisme et travail». Et quand on sait qu'il y a plus de 2 500 CE qui «collaborent avec "Tourisme et travail", on voit ce que ça peut donner !

Mais, les révisionnistes ont, en plus, le culot de nous vanter systématiquement les bienfaits pour la classe ouvrière de leurs activités touristiques. Feuilletons des prospectus de «Tourisme et travail». Qu'est-ce qu'on lit ?

A. Cogolin : 368 F par semaine et PAR PERSONNE en pension complète pour séjour en bungalow (300 F sous tente), soit 1 440 F pour 4 semaines. C'est aussi cher que le Club Méditerranée.

A. Montalivet : c'est encore mieux ; 360 F sous tente !

Et pourtant, une bonne partie des fonds servant à financer les centres de vacances provient des CE : c'est de l'argent gratuit.

En somme, tout ceci est une bonne affaire... pour la bourgeoisie révisionniste. Mais, pour les travailleurs c'est autre chose !

Sans compter la mentalité de larbins, d'admirateurs de la bourgeoisie que cet organisme propage dans son prospectus : par exemple à propos du «Yotel de Cogolin», voilà ce que dit la brochure publicitaire de «Tourisme et travail» :

«Pourquoi Yotel ? Parce qu'il ouvre sur un magnifique port de plaisance où abondent les yachts.»

«Ces grands serviteurs de la classe ouvrière» vont peut-être se «réchauffer le cœur» le dimanche, en allant admirer les magnifiques résidences de nos patrons dans le 16ème ? Et pendant qu'ils y sont, ils pourraient aussi cirer leurs bottes pour que ce soit encore plus «magnifique».

(A suivre)

\* A Saint-Ouen, Alsthom Savoisiennaise, Alsthom Signaux, Alsthom CGEE, ainsi qu'une centrale d'essai et les bureaux d'Alsthom sont regroupés sur le même terrain.



# L'Espagne après Franco (3)

## La "junte démocratique": une mystification

Si l'impérialisme américain mise sur Juan Carlos pour assurer la «continuité», l'URSS, elle, se prononce pour le «changement». Un changement qui n'en serait pas un pour la classe ouvrière et les peuples d'Espagne, mais viserait simplement à expulser l'impérialisme US pour le remplacer par la domination du social-impérialisme russe.

Celui-ci dispose pour cela de son propre cheval la «Junte démocratique» et son «pacte pour la liberté». Née en 1974, celle-ci repose sur une pièce maîtresse, le parti révisionniste espagnol (PCE) de Santiago Carrillo. Se présentant comme une «alternative démocratique» au pouvoir, elle a pour fonction, selon la propre expression de Carrillo, «d'assurer à la société espagnole qui veut que tout change, sans soubresauts ni convulsions sociales, la fonction normale de l'État».

Que représente le groupe de Carrillo ? Assurément plus rien de ce qui a été le glorieux Parti communiste d'Espagne dont les traditions révolutionnaires avaient fait l'État-Major de combat des peuples d'Espagne contre le fascisme ! Dès 1960, ses dirigeants traîtres adoptaient la ligne de «réconciliation nationale» qu'ils servent fidèlement depuis. Santiago Carrillo, tout en jouant les enfants terribles au sein des partis dégénérés alignés sur Moscou, suit une ligne constante de trahison de la révolution espagnole et de soumission aux intérêts des dirigeants du Kremlin. Il y a quelques mois, il se rendait à Moscou pour converser avec Souslov et Ponomarev. Il y recevait l'appui à sa «junte» et à sa ligne pro-monarchiste, moyennant son soutien à la politique expansionniste de la superpuissance soviétique en Europe et dans le monde.

A côté du faux parti communiste espagnol qui en est la pièce maîtresse, launte trouve

## VINGT MILITANTS BASQUES ARRETES

Vingt personnes accusées d'appartenir à l'organisation basque ETA ont été arrêtées depuis le début de la semaine dans la ville de Guernica et la province de Biscaye.

Dans le même temps, sept prêtres du diocèse de Santander ont été condamnés chacun à une amende de 100 000 pesetas (8 000 F) par le gouvernement civil de la province pour avoir diffusé un «communiqué pastoral» commentant la situation politique en Espagne. La répression franquiste, elle, ne mourra pas toute seule. Elle doit être abattue.

son principal appui dans les milieux monarchistes et monopolistes, favorables à la candidature au trône du Comte de Barcelone (père de Juan Carlos), présenté comme un souverain «libéral et éclairé».

Parmi eux, des fascistes notoires, tel leur chef de file, Calvo Serer, qui en 1954 écrivait : *«Les catholiques peuvent inculquer aux masses, toujours propices à l'anarchie, l'espérance d'un jour meilleur. S'ils n'y réussissent pas, il faut alors les dominer par la force militaire ou politique. Le dilemme est le suivant : ou cathéchisme ou garde civile.»*

On y trouve aussi un prétendu «Parti socialiste de l'intérieur», groupe de hauts fonctionnaires et d'intellectuels liés à certains grands monopoles. Leur leader, Enrique Tierno Galvan, a longtemps servi fidèlement les intérêts nord-américains avant de se découvrir un brusque goût pour la «démocratie». Enfin quelques groupuscules sans aucune représentativité, telle «l'Alliance socialiste de Castille», secrétée par le faux parti communiste espagnol, le Parti communiste internationaliste (trotskyste) ou le groupe «Bandeja roja».

Carrillo s'efforce de donner l'illusion d'une assise populaire à ses manœuvres. Mais parmi les «commissions ouvrières» (syndicats ouvriers clandestins) seule la «coordination générale», composée de bureaucrates de son appareil, répond à ses vœux.

En fait, seule une poignée de politiciens réactionnaires, liés aux intérêts des monopoles espagnols, déchirée entre «pro-européens» et partisans de la domination du social-impérialisme russe, soutient cette entreprise que rejettent et condamnent tous les véritables antifranquistes.

Rappelons enfin que la fameuse «plateforme démocratique», ne dit pas un mot des revendications matérielles immédiates du peuple espagnol pour le pain et le bien-être, ne mentionne même pas l'indispensable réforme agraire à laquelle aspirent les paysans pauvres, ni la nécessaire lutte contre l'exploitation et la corruption qui règnent dans le régime en place. Pas un mot non plus condamnant le colonialisme espagnol au Sahara.

Trahissant les intérêts des peuples d'Espagne, foulant aux pieds les glorieuses traditions de la République populaire si chère au cœur des patriotes et des révolutionnaires espagnols, la «Junte» n'est rien d'autre qu'une solution de rechange à Franco pour les milieux oligarchiques et monopolistes espagnols, écartant soigneusement la classe ouvrière et le peuple de la direction de leur propre destin.

Elle est aussi le cheval de Troie de la pénétration du social-impérialisme russe en Espagne, auquel, de bon ou de mauvais gré, elle est conduite à se livrer pieds et poings liés pour réaliser ses ambitions réactionnaires.

(demain : «Ni roi, niunte, république populaire»)

## AFRIQUE DU SUD : CONSTRUCTION D'UNE BASE MILITAIRE EN NAMIBIE

Un journal libéral d'Allemagne de l'Ouest vient de révéler que l'Afrique du Sud travaille clandestinement à la construction d'une importante base militaire à Grootfontein, en Namibie. Cette base qui comprend une piste d'aviation et 152 bâtiments doit être achevée début 76. Les autorités racistes d'Afrique du Sud entendent l'utiliser pour surveiller et contrôler les frontières de l'Angola, mais aussi un certain nombre de «réserves» où sont parqués des Africains. Voilà une nouvelle qui donne tout son sens à la conception que les autorités sud-africaines ont du «dialogue» qu'elles proposent aux Africains.

## EUROPE : DES PROGRES DANS L'UNITÉ

Le premier ministre belge Léo Tindemans qui est chargé par la CEE de rédiger un rapport sur «l'état de l'union européenne», vient de terminer ses consultations auprès de tous les pays membres. A l'issue de ces rencontres, il s'est déclaré «optimiste» sur l'avenir de l'Europe, affirmant notamment : *«Il n'y a pas dans la CEE de pays qui soit "le moins européen des neuf". Il y en a qui dépassent les autres, mais disons que le peloton est tellement compact que je ne vois plus de différence.»*

## BEYROUTH : INTENSIFICATION DES COMBATS

La guerre civile continue à faire rage au Liban où les affrontements armés se succèdent sans interruption. Les duels de mortiers et de mitrailleuses lourdes englobent le centre de la vieille ville, le quartier Koutari, et s'étendent aux banlieues nord, est et sud. La capitale est maintenant totalement isolée du reste du pays et les dirigeants politiques semblent incapables de sortir le pays de cette crise, la plus grave qu'ait connue le Liban dans toute sa jeune histoire et qui, en six mois, a déjà fait officiellement 6 000 morts et 20 000 blessés parmi la population.

## PÉKIN : VISITE DU CHANCELIER SCHMIDT

Le chancelier fédéral de la RFA vient d'arriver à Pékin pour une visite officielle en République populaire de Chine. Depuis le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, en octobre 1972, il est la plus haute personnalité ouest-allemande à effectuer ce voyage.

Dans un éditorial de bienvenue, le «Ren min Ribao» (quotidien du peuple), organe central du Parti communiste chinois, renouvelle ses mises en garde sur l'agressivité croissante de l'URSS à l'égard du continent européen et se félicite de l'orientation affirmée par la politique étrangère ouest-allemande : promotion de l'unité de l'Europe occidentale, renforcement des systèmes de défense des pays ouest-européens et amélioration des relations avec les pays du tiers monde.

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE SUR LA REORGANISATION DU MARCHÉ AGRICOLE :

## RENFORCEMENT DU CONTROLE MONOPOLISTE DE L'AGRICULTURE

Récemment P. Carmarèche, l'un des principaux dirigeants de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), a exposé devant le Conseil économique et social un long rapport sur la situation des marchés agricoles dans lequel sont exposées différentes propositions correspondant aux intérêts de la bourgeoisie monopoliste. Ce rapport devait faire l'objet mercredi d'un débat en assemblée plénière de ce conseil.

Deux sujets sont au centre des discussions, la régularisation des marchés agricoles, et la loi de juillet 1975 sur la généralisation de l'interprofession.

Comment se présente le problème du point de vue de la bourgeoisie. Il s'agit d'avoir la marge de profit la plus importante possible. Autrement dit, les industries agro-alimentaires et les négociants en gros veulent acheter aux paysans leur production le moins cher possible — c'est-à-dire en-dessous du prix réel moyen de production — et le vendre sur le marché de la consommation le plus cher possible. Cela, c'est la théorie, mais sur le plan pratique, les monopoles se heurtent à plusieurs difficultés.

La première et la plus importante est la lutte de la masse de la paysannerie travailleuse pour obtenir grâce au prix de vente de leur produit un revenu décent — dont la notion est proche de celle du salaire pour l'ouvrier.

La seconde, non négligeable est la pression constante de la bourgeoisie rurale représentée par les paysans capitalistes et les paysans riches qui tiennent les syndicats — FNSEA, CNJA, MODEF, FFA. Celle-ci se réclame des prix de production lui permettant de rémunérer correctement ses capitaux investis.

### PAS DE PLANIFICATION POSSIBLE DANS NOTRE RÉGIME

Seulement en régime capitaliste la production agricole ne peut être planifiée et suit les cours de la loi du profit maximum. Une année certains paysans capitalistes s'orientent sur telles productions parce que les cours sont hauts ; mais cela aboutit obligatoirement à la surproduction, et donc à la chute des cours. Les industries agro-alimentaires également favorisent un tel processus, si bien que pour la majorité des produits agricoles la courbe des prix du marché est perpétuellement en dent de scie.

Si le résultat pour les paysans travailleurs a pour nom exploitation renforcée de leur travail, pour les monopoles, comme pour les paysans capitalistes cela signifie enrichissement, mais de façon instable.

Il faut noter que la crise économique ne fait qu'augmenter le phénomène.

Pour la paysannerie travailleuse la seule issue, c'est de mener la lutte de classes à la campagne en s'unissant à la lutte de leurs frères ouvriers des villes et des campagnes.

De leur côté, dans les organismes qu'ils ont créés à cette intention, les monopoles, les paysans capitalistes et les paysans riches se concertent pour essayer de résoudre leurs problèmes sur le dos de la masse des paysans travailleurs.

Leur tentative de planification n'a pas d'autres buts. Carmarèche explique ce point de vue en indiquant que « des variations trop brutales de prix... de tels déséquilibres sont coûteux pour l'économie nationale ».

C'est dans cet esprit de régularisation des marchés qu'avait été mise sur pied, dans certains secteurs de la production agricole, l'interprofession. Celle-ci devait être généralisée à tous les secteurs depuis juillet 1975.

L'interprofession où se retrouvent à la même table les industries agro-alimentaires, les financiers, les paysans capitalistes et les paysans riches, se fixe pour but d'essayer de régler les différentes contradictions existant — surtout en ce moment avec la crise — entre ces couches de la classe dominante ; chacun voulant augmenter toujours plus sa marge de profit, la question des prix à la production est donc au centre du débat : les industriels et les financiers voulant un prix à la production le plus bas possible ; les autres voulant un prix rémunérateur de leurs capitaux.

Comme moyen d'action, celui choisi est bien évidemment l'intervention financière sur le marché. Or jusqu'à présent l'Etat a bloqué ces organismes en ne leur permettant pas de fonctionner, parce que celui-ci a d'autres moyens d'actions financiers qui servent principalement les intérêts des monopoles.

### LA FÉDÉRATION ET LE P.C.F. MAIN DANS LA MAIN POUR L'INTERPROFESSION

C'est pourquoi autant les dirigeants de la FNSEA, que les faux communistes infiltrés à la tête du MODEF ou directement dans leur journal *La Terre* réclament :

- 1) que les interprofessions fonctionnent réellement,
- 2) qu'il y ait participation de l'Etat renforcée.

Au printemps dernier lors d'une rencontre de la direction du Parti de Marchais et de la FNSEA, ils demandaient conjointement « une participation plus active de l'Etat dans l'interprofession ».

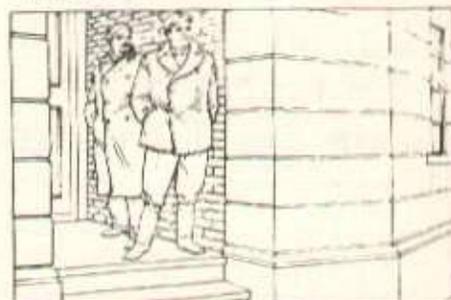
Cette revendication si elle est évidente pour la direction FNSEA, l'est peut-être moins pour la direction du PCF. De fait, avec les éléments que nous possédons aujourd'hui, elle correspond aux intérêts des paysans riches et des paysans capitalistes qui sont à ce parti — l'exemple de Doumeng est frappant à cet égard et il n'est pas une exception. Elle correspond également aux intérêts de tous les secteurs dirigeants de la bourgeoisie para-agricole — dirigeants de coopératives, centres de recherche, chambres d'agriculture, etc. — dans lesquels ils ont mené depuis dix ans une intense politique d'infiltration.

Pour nous quel que soit le résultat des négociations au Conseil économique et social, il est clair qu'il n'en sortira rien de bon pour la paysannerie travailleuse, et que la seule issue pour elle est de mener la lutte des classes à la campagne, tout en isolant ces faux défenseurs de la paysannerie que sont les dirigeants du parti prétendument communiste français.



LENINE EN OCTOBRE 1917

Résumé : Lénine décide de sortir de son refuge pour aller préparer l'insurrection à l'institut Smolny. Vassili sorti devant en éclaireur, assomme un espion qui surveillait l'endroit.



91) Au moment où ils approchent d'une rue qui longe la Néva, Vassili entend des bruits de sabots qui viennent de loin. Lui perspicace, et Lénine se cachent dans l'entrée d'un immeuble, Vassili qui est très grand se met devant Lénine pour le cacher.



92) C'est l'escorte de cavaliers dirigée par le lieutenant Kiriline qui arrive. Kiriline se dirige vers Vassili, arrête le cheval et lui demande : « Comment aller à la rue Sampsonievskoe ? » Vassili montre n'importe quelle direction à sa guise, il fait semblant d'être ivre et répond : « La rue Sampsonievskoe, ah !... tout droit puis à droite, après encore à droite... »



93) Les cavaliers s'éloignent, Lénine et Vassili continuent à avancer. Dans cette soirée historique, le commandement révolutionnaire de l'institut Smolny a fait un feu flamboyant, mis un drapeau rouge comme dans les peintures. Les ouvriers, les marins et les soldats révolutionnaires chantent la chanson magnifique : « L'Internationale », portent la banderole : « Tout le pouvoir aux Soviets » et préparent au combat les gens venus des quatre coins du pays.



94) Lénine et Vassili arrivent à l'institut Smolny. Tout le palais de Smolny présente un spectacle grandiose, partout les lumières sont éclatantes, les gens vont et viennent, tout est bouillonnant d'activités.



UN EXCELLENT MOYEN POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN

## ACHETEZ, DIFFUSEZ LES CARTES POSTALES DE SOUTIEN A L'HUMANITE ROUGE!

Nous avons souvent souligné que nous sommes un journal « pauvre ». Sortir un quotidien dans les conditions actuelles exige de tous, ceux qui rédigent, produisent, envoient, diffusent, de vous tous, une grande mobilisation, des sacrifices, assurément. Et il y a malgré tous ces efforts encore des problèmes financiers.

La solution ? Elle est dans le développement du quotidien, dans sa plus grande liaison aux masses ouvrières et travailleuses. Plus le quotidien devient de fait le quotidien de la classe ouvrière, plus il est capable d'affronter les obstacles y compris financiers.

Le diffuser, le faire connaître largement, c'est là la clef du succès.

Pour aider à cela, un nouveau moyen qui peut et doit avoir un impact de masse : les CARTES POSTALES DE SOUTIEN AU QUOTIDIEN.

De quoi s'agit-il ? D'une pochette de huit cartes postales dont les thèmes sont politiques, et qui ont valeur de document politique, historique et artistique :

- une rappelle le rôle de la presse pendant la Commune de Paris
- l'autre montre des résistants sabotant une voie ferrée.

- la 3e évoque, en 4 photos, l'unité des ouvriers, paysans, employés, étudiants, contre le capitalisme.

- quatre cartes postales illustrent les luttes révolutionnaires en Albanie, en Chine, au Cambodge et en Palestine.

- la dernière évoque la mémoire de notre camarade François Marty, fondateur de l'Humanité Nouvelle, représenté entre les camarades Mao Tsé-toung et Chou En-laï lors d'une visite à Pékin.

La pochette coûte 20 F : l'acheter c'est aussi contribuer au soutien financier du quotidien, bien sûr ; et cela permet de solliciter plus largement nos amis les moins proches qu'un bon de souscription.

Diffuser cette pochette, c'est faire connaître nos idées, faire connaître le journal. Pourquoi ne prendrions-nous pas la bonne habitude d'écrire à nos parents ou amis sur une carte postale de soutien, par exemple ?

Voilà quelques aspects de la question. Lecteurs, amis, camarades, pour soutenir le quotidien, achetez, diffusez nos cartes postales de soutien à l'Humanité Rouge !



L'une des huit cartes postales de soutien à l'HUMANITÉ ROUGE.

### Une lettre qui nous encourage

*Comrades du journal,*  
J'ai lu votre article désirant que nous devenions des lecteurs réguliers. Je n'ai pas de critiques, ou des remarques particulières à vous formuler, je suis un nouveau lecteur et je souhaite le rester. J'espère ainsi apporter ma petite contribution au journal pour qu'il se développe et qu'il devienne le quotidien de toute la classe ouvrière.

*Pour le moment ce serait plutôt un encouragement que je vous adresse.*

*Et, par delà ces bonnes paroles, je fais un grand saut et j'espère que je ne gâmerai pas trop en vous disant que je souhaite un jour prochain l'union de tous les marxistes-léninistes de France. Alors une étape importante sera franchie pour combattre sous ensemble les réactionnaires impérialistes bourgeois.*

*Comrades du journal, salut.*

### QUELQUES CHANGEMENTS DANS LES RUBRIQUES DE NOTRE QUOTIDIEN

Nos lecteurs l'auront remarqué : ces deux derniers jours, la rubrique « page culturelle » a été occupée par des articles sur d'autres sujets, et notamment des articles sur les luttes ouvrières.

C'est dire le grand nombre de luttes, classe contre classe, leur importance en France et l'intérêt que nous attachons à donner la parole à la France ouvrière qui combat. Huit pages dans le format actuel, c'est trop peu de place encore et notre cadre initial éclate face à l'essor des luttes ouvrières. C'est une excellente chose, au fond.

Par ailleurs, à la lecture de notre courrier et de l'avis de pas mal de lecteurs, la page culturelle n'est pas encore tout à fait au point, assez

coupée de l'actualité bien souvent ; il n'y a pas suffisamment de critiques d'émissions de télé, etc. Il nous faut travailler davantage pour l'améliorer, nous la suspendons provisoirement dans ce but pour une parution quotidienne ; elle paraîtra une fois par semaine dans le dernier numéro de la semaine datée du samedi, à la page 7. Par conséquent, la page « la vie du journal » ne sera publiée que les quatre premiers numéros de la semaine.

Quant à la bande dessinée, elle continuera d'être publiée quotidiennement dans la page « économique et sociale ».

Voilà quelques modifications provisoires qui visent à préparer le travail pour un nouveau bond en avant quand nous sortirons sur le nouveau format.

à ne pas manquer



tribune libre  
lundi 10 novembre  
19h40 3<sup>e</sup> chaine

Les Marxistes-Léninistes  
de l'Humanité  
*rouge*

s'adressent à vous

Cette affiche est à votre disposition pour faire connaître l'émission du 10 novembre.

#### DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement « l'Humanité rouge » quotidienne pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

NOM : ..... PRENOM : .....

AGE : ..... PROFESSION : .....

ADRESSE : .....

SIGNATURE : .....

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

(ÉCRIRE EN MAJUSCULES LA TOTALITÉ DU BULLETIN)

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

	Pli ouvert		Pli fermé
1 mois	<input type="checkbox"/> 32 F		<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	<input type="checkbox"/> 95 F		<input type="checkbox"/> 180 F
6 mois	<input type="checkbox"/> 190 F		<input type="checkbox"/> 360 F
Soutien	<input type="checkbox"/> 300 F		<input type="checkbox"/> 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 - La Source

## AU DELA DE L'AFFAIRE BEN BARKA

Il y a 10 ans, le 29 octobre 1965, Mehdi Ben Barka, leader de l'opposition marocaine et l'un des chefs de file progressiste du tiers monde à l'époque, était enlevé en plein Paris, par deux individus qui lui présentaient des cartes de la police française et l'embarquaient à bord d'une voiture de la préfecture de police. Ben Barka devait disparaître à jamais, très certainement assassiné aussitôt par ses ravisseurs.

Roger Frey, ministre de l'Intérieur, déclarait publiquement que la police française n'était pour rien dans cette affaire. Mais rapidement il se révélait que certains services gouvernementaux y étaient bel et bien directement impliqués. Un agent d'Air France à Orly, Lopez, indicateur du SDECE (service du contre espionnage français) était arrêté à Orly, puis deux policiers de la Brigade mondaine, Souchon et Voitot. D'autres personnalités françaises étaient mises en cause : l'avocat Lemarchand, député UNR des Yvelines, Caille, commissaire aux Renseignements généraux, Leroy-Finuille, directeur du SDECE, Foccard et même Papon, alors préfet de police de Paris. En dépit des tentatives d'étouffement de l'affaire, la police française se révélait ainsi étroitement mêlée à l'opération montée par le sinistre général Oufkir, ministre de l'Intérieur au Maroc.

Il est aussi remarquable de noter que, au cours des élections présidentielles qui se déroulaient un mois après, la «gauche» françai-

se se montrait extrêmement discrète sur ces événements qu'elle se refusait à évoquer.

Aujourd'hui cette scandaleuse collusion dans la répression contre le peuple marocain se poursuit.

Le «Comité de lutte contre la répression au Maroc» vient de dénoncer le renforcement de la répression policière sur les travailleurs marocains en France. Quatre arrestations de militants syndicaux ont eu lieu à Poissy, deux d'entre eux se trouvent encore détenus dans un commissariat de police à Rabat.

Les immigrés marocains, rentrés au Maroc après avoir refusé les pressions les obligeant à prendre leur carte à l'«amicale» fantôme de Hassan II, ont été arrêtés dès leur arrivée au pays.

Un ouvrier marocain, président d'une association de parents d'élèves, dans la banlieue parisienne, a été l'objet d'intimidation de la police française.

Le 10<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Ben Barka marque aussi celui de 10 ans de collaboration policière franco-marocaine dans la répression contre les travailleurs marocains.

Le peuple français est solidaire des luttes du peuple frère du Maroc. Ensemble ils exigent que cesse cette collaboration scandaleuse, que toute la lumière soit faite dans l'affaire Ben Barka, que tous les criminels sans exception soient châtiés.

## GISCARD ET LES ELECTIONS

Éviter que les contradictions existant au sein de l'actuelle «majorité» gouvernementale ne se développent trop ouvertement, tout en gagnant du temps pour que celles qui existent entre le P«C»F et le PS gagnent encore en intensité et poursuivre la politique de rapprochement avec le PS, tels sont les objectifs que s'est fixé Giscard d'Estaing.

Tel est le sens des déclarations qu'il a faites hier en conseil des ministres et selon lesquelles, il n'y aurait pas d'élections en 1975 et en 1976. Son appel à «poursuivre une action de réformes en profondeur conduites dans le calme et à l'écart des polémiques inutiles» doit être compris comme un appel à mettre en sourdine la rivalité entre l'UDR et les Républicains indépendants qui s'est manifestée ces derniers temps par des déclarations des uns et des autres.

Dans le même temps, après avoir été reçus par Giscard d'Estaing, des députés ont déclaré :

«Nous avons dit au président qu'il était nécessaire de dépasser les clivages politiques traditionnels... Cela a paru correspondre aux vues du chef de l'État». Cela concerne de toute évidence l'orientation de Giscard d'Estaing envers le PS.

Au total et quoi qu'il en dise, Giscard prépare activement les futures élections qui marqueront un reclassement des forces politiques de la bourgeoisie.

### CONFÉRENCE DE PRESSE DU F.R.A.P. (Suite de la page 1)

A cette fin, l'aile lucide de l'oligarchie, complice et partie jusqu'à la fin du régime et de ses crimes, soutient que pour sauver ce qui est fondamental, il est nécessaire de «lâcher» quelque chose, c'est-à-dire qu'elle se donne une façade démocratique derrière laquelle elle cache ses responsabilités. Ils aimeraient demeurer au pouvoir derrière le paravent d'une monarchie «constitutionnelle» et avec la collaboration de certains politicards, comme M. Carrillo, ce secteur de l'oligarchie pense pouvoir tromper un peuple qui depuis 36 ans n'a pas connu la moindre liberté.

(...) D'autre part, l'aile la moins lucide, la moins politique des castes dominantes prétend continuer le franquisme sans même effectuer un léger changement de façade. Ils proposent la continuation de la dictature telle qu'elle est, avec ou sans le pantin Juan Carlos, avec la possibilité de donner le pouvoir effectif à une junte militaire, style Pinochet.

(...) Le FRAP dénonce, une fois de plus, l'ingérence éhontée de l'impérialisme américain et sa présence militaire, politique, économique, inadmissible dans notre patrie. (...) Il suffit de signaler que les bases américaines en Espagne, les unités de la «Défense opérationnelle du territoire» (DOT) et les forces policières ont été mises en état d'alerte. (...)

Pour leur part et étant donnée l'importance stratégique et politique de l'Espagne, les sociaux-impérialistes russes cherchent la façon d'intensifier leur pénétration dans notre pays et à cette fin ils soutiennent la «junte démocratique» qui, comme nous le savons tous, est composée d'une poignée de

monarchistes-opusdistes, de sociaux-fascistes et du traître et lâche S. Carrillo.

De plus, la situation d'instabilité créée dans le Bassin méditerranéen et en Europe occidentale par la rivalité, en premier lieu, des deux superpuissances, l'effervescence croissante des peuples de cette zone du monde et actuellement l'intensification de la lutte révolutionnaire, anti-impérialiste et anti-fasciste en Espagne marquent le début d'une nouvelle phase dans la lutte de tous les peuples d'Europe, du Bassin méditerranéen et particulièrement de la zone proche de l'Espagne.

La politique de violence révolutionnaire et de lutte populaire armée n'a rien à voir avec le terrorisme, au contraire. La politique du FRAP a ses racines au plus profond du peuple, comme le prouvent les différentes organisations de masses qui en font partie et la grande activité menée par elles jour après jour.

Le FRAP proclame une fois de plus qu'il est décidé à continuer la lutte jusqu'au renversement de la dictature fasciste et l'expulsion de l'impérialisme yankee au moyen de la lutte révolutionnaire et à s'opposer à toute manœuvre de l'oligarchie. Dans l'immédiat, le FRAP et avec lui le peuple espagnol tout entier exigent :

**La liberté immédiate de tous les prisonniers politiques.**

**Le retour de tous les exilés antifranquistes.**

**La suppression de tous les corps de répression, le contrôle populaire de l'armée.**

**Les libertés démocratiques pour tous les peuples d'Espagne.**

## Manoeuvre colonialiste contre les Comores

Le conseil des ministres a annoncé mercredi qu'une prétendue «consultation électorale» allait être organisée dans l'île de Mayotte pour déterminer si elle devenait indépendante au même titre que les trois autres îles constituant l'archipel des Comores (grande Comore, Anjouan et Mohéli) ou bien si elle demeurait sous domination française. Il s'agit là d'une grossière manœuvre du colonialisme français contre l'indépendance nationale des Comores. Mayotte appartient à part entière aux Comores, or celles-ci constituent dorénavant un État indépendant. Le colonialisme français veut y maintenir sa présence en en violant l'intégrité territoriale.

Les élections annoncées ne sauraient être qu'une mascarade comme le sont toutes les élections organisées dans les pays colonisés. Elles se dérouleront sous l'œil de l'armée et de la police colonialistes présentes à Mayotte. Le résultat en est connu par avance. Le gouvernement veut donner une apparence légitime et légale à sa volonté de perpétuer le colonialisme. Mais l'histoire a suffisamment montré que le colonialisme avait fait son temps et aucune manœuvre ne pourra changer ce fait.